

# Continentalisation

Notes et Études 00-7  
Octobre 2000

---

**Du G 10 au G 20.**

**Une fiche d'information sur les principaux groupes  
oeuvrant en marge des grandes institutions économiques  
internationales**

**Samia Kazi Aoul**



**Groupe de recherche sur  
l'intégration continentale**

Université du Québec à Montréal  
Département de science politique  
C.P.8888, succ.Centre-ville, Montréal, H3C 3P8

<http://www.unites.uqam.ca/gric>



Ce document propose de dresser un état des différents groupes de pays qui se sont formés depuis les années 1960.

Suite à la crise des années 1930 et à la deuxième guerre mondiale, un certain nombre de pays ont ressenti le besoin de former des institutions à même de protéger les pays membres de l'éventualité de crises financières. Au sortir de la guerre deux institutions ont donc été créées : le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

La recherche de stabilité financière, parallèlement au développement économique, s'est accrue au fur et à mesure de l'ouverture économique des États et de la multiplication des échanges de toutes sortes (biens, services, capitaux...). Cette finalité de développement couplée à la recherche d'une stabilité financière a amené des pays aux caractéristiques économiques et aux préoccupations similaires à se regrouper.

Les pays les plus industrialisés se sont regroupés au sein du G7, auquel s'est rattachée la Russie en 1998. Ces pays se réunissaient en Sommets pour traiter de questions macroéconomiques, financières et de développement. Ce groupe revêt une importance considérable dans la mesure où il fixe les directions, les objectifs internationaux et façonne le processus de mondialisation. Face à ce groupe, des pays en voie de développement se sont alliés pour faire entendre leurs voix et leurs revendications sur la scène internationale. Le G77 et le G24 ont en quelque sorte tenté d'introduire sur le devant de la scène politique internationale la vision de pays qui subissent les effets négatifs de la mondialisation (crises financières, pauvreté). Aujourd'hui, avec la création du G20 qui réunit pays émergents et pays industrialisés, la dialectique nord-sud tend à se fissurer ouvrant la porte à des discussions plus équilibrées. La poursuite d'une stabilité financière internationale dans le contexte de la mondialisation nécessite aujourd'hui la rencontre et la confrontation des points de vue de tous les acteurs économiques internationaux. C'est dans cette optique que se tiendra à Montréal les 24 et 25 octobre prochains la seconde réunion du G20. Les participants s'interrogeront notamment sur les perspectives de l'économie mondiale, sur les défis posés par la mondialisation et sur les moyens existants pour protéger davantage les pays de l'éventualité de crises financières internationales.

Dans ce document nous présenterons de manière chronologique les différents groupes qui se sont formés entre 1961 et 2000. Nous verrons les raisons de leur création, leur mode de fonctionnement et les objectifs qu'ils se sont fixés.

Nous examinerons successivement le G10, le G77, le G7-8, le G24, le G22-33 et le G20.

## **Le G10**

Le G10 s'est formé en 1961 pour suppléer aux ressources du FMI par le biais des « Accords généraux d'emprunt ». Le G10 est par la suite devenu (en quelque sorte) un groupe de travail de l'OCDE comprenant les officiels des banques centrales et les ministres des finances des 10 « plus importants » pays membres de l'OCDE auxquels on ajoute la Suisse.

Le G10 était un club privé ou exclusif souvent considéré comme reflétant un partage du monde entre possédants et non-possédants. C'est au sein de ce groupe que les premières discussions sur la gestion du système monétaire international ont eu lieu. Le G10 a cependant été souvent le théâtre de désaccords entre les États-Unis et les pays européens. Les États-Unis n'acceptaient pas la trop forte présence européenne au sein de ce groupe – sur 10 pays membres 7 étaient européens.

La création du G7 n'a pas mené à la désagrégation du G10. Son rôle a évolué, ce groupe devenant un forum de discussion pour les gouverneurs des banques centrales sur la question de la stabilité financière internationale.

## **LE G77**

Suite à la conférence de Bandung, qui s'est tenue en 1955 et qui réunissait les chefs d'États de pays nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie, les pays en développement se sont trouvés confrontés à un problème : il n'existait pas de mécanisme pour mettre en application les propositions de la conférence. Il fallut attendre 1962 et la création du Groupe des 77, pour que cela soit possible. Le Mouvement des Non-Alignés (MNA), créé en 1962, regroupait des pays qui ressentaient le besoin d'établir une plate-forme commune ou une politique commune afin de faire entendre leur voix. Le rôle joué par le MNA a été crucial dans le processus de décolonisation.

En novembre 1963, une déclaration commune des pays en voie de développement a été effectuée à la 18<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York. Cette déclaration formulait un certain nombre de mesures que l'Assemblée Générale devrait prendre en considération afin de parvenir à un accord sur la politique commerciale et le développement international :

- La création des conditions pour l'expansion du commerce entre nations à niveau comparable de développement et à niveaux différents de

développement (notamment en ce qui concerne les systèmes économiques et sociaux).

- Une réduction progressive, avant élimination de toutes les barrières douanières et restrictions entravant les exportations des pays en développement sans concession réciproque de leur part.
- Une augmentation des exportations de matières premières vers les pays industrialisés et une stabilisation des prix à des niveaux de rémunération plus justes.
- Le développement des exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés.
- La fourniture de ressources financières plus adéquates et à des conditions plus avantageuses afin de permettre aux pays en voie de développement d'accroître les importations de produits manufacturés nécessaire à leur développement et afin de mettre en place une meilleure coordination entre politique d'aide et d'échange.
- Améliorer les arrangements institutionnels afin de permettre l'application des décisions de la conférence de Bandung.

Cette déclaration montre que les pays en développement cherchent l'établissement de relations économiques internationales plus saines et stables à l'intérieure desquelles ils puissent puiser dans leurs propres ressources le moyen d'atteindre une croissance qui s'auto-entretienne. Elle avait également pour objectif de mener à une coopération internationale plus profonde qui assure une sécurité économique collective des États nouvellement indépendants par rapport aux pays industrialisés.

Le groupe des 77 a émergé officiellement en juin 1964, à la conclusion de la première Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Il se composait des 77 pays signataires de la déclaration jointe préalablement mentionnée. Les pays membres de ce groupe étaient originaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Sa création était le résultat d'une perception commune de la part des pays en développement de la nécessité d'une action conjointe, en accord avec les principes et objectifs de la Charte des Nations Unies, afin de réduire l'inéquité existant dans les relations économiques internationales.

Il est important de remarquer que le G77 n'est pas un groupe homogène. Les membres font face à des problèmes économiques différents, à un environnement social, à des besoins et des capacités différentes. Un élément fondamental rapproche toutefois ces pays : c'est le fait d'avoir subi d'une manière ou d'une autre

le colonialisme et à présent en tant qu'États nouvellement indépendants d'avoir un besoin urgent de développement économique et de paix.

### **La composition actuelle du G77**

Aujourd'hui le G77 comporte 132 membres dont la Chine, l'Afrique du Sud, la Bosnie et l'Herzégovine (1994). Le nom original, G77, a été conservé malgré l'augmentation du nombre de membres pour sa signification historique. Remarquons qu'en 1994, le Mexique (membre fondateur) a quitté le G77 pour rejoindre l'OCDE.

### **La structure du G77**

Le travail du groupe dans chaque domaine est coordonné par un représentant qui agit comme porte-parole. La représentation change sur une base régionale tous les ans et ce dans tous les domaines. La rencontre ministérielle est le lieu suprême de prise de décision du G77. Elle se déroule une fois par an, au début de l'Assemblée Générale des Nations Unies (New York) en septembre, et également périodiquement en préparation pour les sessions de la CNUCED et les conférences générales de l'ONUDI et de l'UNESCO.

Le G27, créé en 1974 pour la préparation de la 6<sup>ième</sup> session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le Nouvel Ordre Économique International (NOEI), est un groupe de travail du G77 composé d'experts techniques.

### **Évolution du G77**

À Genève en 1967, la CNUCED a été créée. Après quelques années, d'autres groupes se sont formés dans chaque lieu où la présence des Nations Unies était substantielle.

Il existe aujourd'hui sept groupes qui sont chargés de coordonner les travaux du G77 :

- La CNUCED
- Le United Nations Headquarters (New York)
- UNESCO (Paris-1969)
- La FAO (Rome)
- UNEP- HABITAT (Nairobi)
- FAO-ONUDI (Vienne)
- Le Groupe des 24 (FMI-Banque Mondiale, 1972)

## LE G7-8

Les rencontres du G7 (à l'époque G5 plus Italie) ont débuté en 1975 à Rambouillet, en France. Ce premier Sommet réunissait six pays : la France, les États-Unis, la Grande Bretagne, l'Allemagne, le Japon, et l'Italie. Le Sommet de Puerto Rico en 1976 voit l'entrée du Canada au sein du G7, le Sommet de Londres en 1977 celle de l'Union Européenne et enfin le Sommet de Birmingham en 1998 marque l'entrée et la participation pleine et entière de la Russie au G8.

Les Sommets du G7/G8 traitaient de gestion macroéconomique, de commerce international, des relations avec les pays en voie de développement mais également des relations Est-Ouest, de terrorisme etc.

L'agenda initial s'est élargi au cours du temps à des questions plus « micro » comme :

- l'emploi;
- les problèmes transnationaux comme l'environnement, les crimes, la drogue etc.
- les problèmes de sécurité politique comme les droits de l'homme, la sécurité régionale, le contrôle des armes.

Le G7/G8 fournit une occasion de discuter de problèmes majeurs et favorise le développement de relations qui peuvent par la suite faciliter le règlement collectif des crises.

Il fixe également les directions, les objectifs internationaux et participe à la réforme des institutions internationales.

Les objectifs du G7/G8 sont les suivants :

- Mettre au point un modèle de croissance parmi les économies du G7 qui soit plus équilibré ;
- Renforcer la stabilité financière ;
- Coopérer dans la surveillance du marché des changes ;
- Encourager les pays en voie de développement à : appliquer des politiques macroéconomiques et des taux de change appropriés, mettre en œuvre des réformes des secteurs des finances et des entreprises pour une reprise durable de la croissance ;

- Renforcer le soutien à l'Initiative PPTE (initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés) pour permettre un allègement de la dette plus rapide, plus important et réduire la pauvreté ;
- Mener des politiques macroéconomiques équilibrées qui soutiennent la demande et l'investissement intérieurs tout en préservant la stabilité des prix ;
- Renforcer l'architecture financière internationale :
  - par la promotion de la stabilité financière internationale que ce soit par le biais d'actions nationales ou par celui d'une coopération internationale,
  - en mettant en œuvre des institutions solides dans les pays en développement,
  - en renforçant dans les pays industrialisés la conscience des risques pris par les banques et les investisseurs,
  - en améliorant la transparence
  - et en mettant en œuvre des normes et codes qui permettent aux acteurs du marché de mieux évaluer leurs risques.

Les priorités du G7/G8 sont :

- de réduire la vulnérabilité face aux crises financières des pays émergents,
- de favoriser le bon fonctionnement des marchés de capitaux internationaux notamment par la participation du secteur privé au règlement des crises financières.

Le dernier Sommet du G7/G8 a eu lieu à Okinawa (Japon) du 21 au 23 juillet 2000. Il s'agissait du 26<sup>ème</sup> Sommet de ce groupe.

Le prochain Sommet du G7/G8 aura lieu l'année prochaine à Gênes, en Italie.



## LE G24

Le G24 a été créé en novembre 1971 pour tenter de faire un contrepoids au G7. C'est un comité qui réunit les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales de 24 pays en développement dont le Pérou, le Nigeria, le Liban et tout récemment l'Afrique du Sud.

Le G24 se réunit régulièrement avant les rencontres des comités intérimaires sur le développement du FMI et de la Banque Mondiale et émet un communiqué dans lequel ils font part des intérêts, des préoccupations mais également des points de vue et recommandations des pays en voie de développement.

Le 23 septembre 2000, s'est tenue, à Prague, la 64<sup>ème</sup> rencontre du G24. Les pays membres y ont discuté des affaires monétaires internationales et ont soumis dans leur communiqué un certain nombre de recommandations.

- Les économies des pays industrialisés étant fortement reliées aux économies des pays en développement, ces derniers demandent que les pays industrialisés renforcent leur coordination afin d'éviter que les économies en développement ne soient affectées des perturbations qui peuvent heurter les économies industrialisées.
- Les pays en développement ont souligné leur inquiétude face à la montée du prix du pétrole.
- Ils ont demandé aux pays du nord de réduire leurs mesures protectionnistes car elles affectent l'emploi au sud et limitent les opportunités de réduction de la pauvreté.
- Ils veulent également maintenir leur autonomie de choix concernant le régime de change à adopter ainsi que leur autonomie dans la gestion de leur compte de capital.
- Ils regrettent la lenteur des progrès de financement des pays admissibles à l'Initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés).
- Ils s'inquiètent de la baisse des prêts de la Banque Mondiale à destination des pays en voie de développement.
- Ils demandent enfin à la Banque Mondiale de réserver ses interventions au domaine économique tel que mentionné dans les statuts de l'institution.

La prochaine rencontre des pays du G24 aura lieu le 28 avril 2001 à Washington.

Remarquons que même si ce groupe a développé une capacité de critique des politiques actuelles et tenté d'articuler des politiques alternatives à celles adoptées par le G7, son influence sur la scène politique internationale reste marginale.

## LES G22 ET G23

Le G22 et le G33 ont été formés pour aborder certaines questions relatives à la crise financière qui avait frappé les marchés émergents à la fin des années 90. Ces deux groupes ont précédé la création du G20.

À Washington en avril et en octobre 1998, le G22 s'est réuni afin d'amener des pays non membres du G7 à participer aux discussions et à la formulation de solutions concernant les aspects internationaux de la crise financière des marchés émergents. Cette époque se caractérisait par la propagation de la crise asiatique au reste du monde. Le G22 ou « Willard group » (du nom de l'hôtel où se réunirent les membres à Washington) se préoccupait de la stabilité du système financier international ainsi que du fonctionnement des marchés de capitaux. Le nombre de membres n'a jamais été officiellement établi et reste relativement flexible. Toutefois on peut mentionner qu'en plus du G7, on y retrouve des pays en transition, des pays en développement et d'autres pays industrialisés non membres du G7. Les travaux du G22 s'organisaient autour de trois groupes. Le premier traitait du renforcement de la transparence et de l'« accountability », le second du renforcement des systèmes financiers et le dernier de la gestion des crises financières.

En mars et en avril 1999, deux réunions se sont tenues avec une participation plus large. Le G33 a alors débattu de questions relatives à la réforme de l'économie mondiale et du système financier international.

Les apports des réunions du G22 et du G33 à l'amélioration de la sécurité économique internationale ont souligné l'intérêt de l'élargissement, des discussions relatives au système financier international, à des pays émergents non membres du G7. La création du G20 a suivi, permettant la poursuite des consultations entre pays industrialisés et pays en développement.

## LE G20

Le G20 a été créé le 25 septembre 1999 lors d'une réunion des ministres des finances des pays du G7, à Washington.

La formation de ce nouveau regroupement de pays devait permettre de promouvoir une stabilité financière internationale accrue en créant une nouvelle tribune internationale de discussion entre pays industrialisés et pays en développement.

Le G20 est formé de 19 pays, représentés par leurs ministres des finances et les gouverneurs de leurs banques centrales, l'Union Européenne et les institutions de Bretton Woods font également partie du G20.

Les pays membres du G20 sont les suivants : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie et l'Union européenne.

Participent également aux discussions, le directeur général du FMI et le président de la Banque mondiale, de même que les présidents du Comité monétaire et financier international<sup>1</sup> et du Comité de développement du FMI et de la Banque mondiale.

La présidence du G20 a été attribuée au ministre des finances canadien, Paul Martin pour deux ans. Il a présidé la première réunion du groupe à Berlin en décembre 1999 et présidera à la seconde réunion qui se tiendra à Montréal les 24 et 25 octobre 2000.

Les caractéristiques du G20 :

- Le G20 contrairement au G7, est un groupe relativement hétérogène. Il regroupe, en effet, des pays économiquement dissemblables certains industrialisés d'autres en émergence et qui de fait n'ont pas toujours les mêmes préoccupations sur la scène internationale. Selon les initiateurs du G20, le fait que des pays émergents ne soient pas représentés au sein du G7 amenuise la capacité de ce dernier de traiter adéquatement de certaines

---

<sup>1</sup> CMFI est la nouvelle dénomination attribuée au Comité intérimaire du FMI. Le CMFI diffère du Comité intérimaire en étant un comité permanent.

questions relatives à l'évolution du système économique et financier international. Le G20 a donc été créé pour pallier au défaut de représentation des pays en voie de développement au sein du G7-8 et élargir les points de vues auxquels les membres peuvent être confrontés lors de discussions sur des questions à résonance internationale.

- Le G20 ne dispose pas de secrétariat permanent. Le pays qui préside, en l'occurrence à l'heure actuelle le Canada, fournit le soutien nécessaire aux activités du groupe.
- Le G20 complète les activités d'autres organisations internationales.
- G20 appuie également les travaux du comité monétaire et financier international et contribue à la coordination des activités du Forum sur la stabilité financière<sup>2</sup>.

Le G20 a par sa création répondu au besoin de mettre en place des mécanismes institutionnels plus représentatifs, besoin souligné par Paul Martin dans une allocution effectuée le 27 avril 1999 devant le Comité intérimaire du FMI<sup>3</sup>. Ce point a par la suite été repris lors du Sommet du G7 de Cologne (juin 1999) dans un rapport dont le thème était : « Renforcer l'architecture financière internationale »<sup>4</sup>. Ce rapport propose la participation du secteur privé à la prévention et la résolution des crises financières, un certain nombre de moyens afin d'améliorer l'efficacité du comité intérimaire du FMI et recommande la mise en place d'un cadre de discussion (sur le système financier international) entre les pays membres du G20.

La deuxième réunion du G20 qui se déroulera prochainement à Montréal s'attardera sur un certain nombre de points :

Les participants s'interrogeront notamment sur les perspectives de l'économie mondiale, sur les défis posés par la mondialisation et sur les moyens existants pour protéger davantage les pays de l'éventualité de crises financières internationales.

---

<sup>2</sup> Le Forum sur la stabilité financière a été créé en 1999 afin d'accroître la coopération et la coordination internationales dans le domaine de la supervision et de la réglementation des marchés financiers. Le Forum s'est réuni pour la première fois en avril 1999. (extrait du rapport « le renforcement de l'architecture financière internationale » des ministres des finances du G7 aux chefs d'État et de gouvernement, Sommet de Cologne, juin 1999.)

<sup>3</sup> Définition disponible sur : <http://www.imf.org> « Le Comité intérimaire du FMI est composé de 24 gouverneurs du FMI, ministres ou personnalités de rang comparable (tous les pays membres y sont représentés, de la même façon qu'au Conseil d'administration) et il se réunit en général deux fois par an. Il fournit des avis et fait rapport au Conseil des gouverneurs sur les questions relatives à la gestion et à l'adaptation du système monétaire international (notamment l'évolution de la liquidité internationale), sur les projets d'amendements des Statuts proposés par le Conseil d'administration, et sur toute perturbation soudaine qui pourrait mettre en danger le système international. »

<sup>4</sup> Rapport des ministres des finances du G7 aux chefs d'État et de gouvernement, Sommet de Cologne, juin 1999.

Les moyens évoqués pour atténuer la vulnérabilité des pays à ces dernières sont les suivants :

1. adopter des mécanismes de taux de change appropriés;
2. mettre en place une gestion prudente de la dette extérieure;
3. développer la participation du secteur privé à la prévention et au règlement des crises;
4. mettre en œuvre des normes et codes internationaux sur des questions comme la transparence, la diffusion des données ou la stratégie financière. L'objectif aujourd'hui est de diffuser ces normes aux économies émergentes.
5. mettre en œuvre des normes et codes internationaux sur des questions comme la transparence, la diffusion des données ou la stratégie financière.

Revenons un peu plus en détails sur les différents moyens que nous venons de présenter.

1. L'adoption de taux de change appropriés : Il faut d'abord préciser qu'il existe un grand nombre de régimes de change (flottants, fourchette cible, caisse d'émission, union monétaire ou dollarisation...). Le choix d'un régime de change est très délicat et doit s'effectuer selon les caractéristiques propres du pays, le choix de tel ou tel régime pouvant se traduire par un accroissement ou une réduction de la vulnérabilité aux crises financières.
2. La mise en place d'une gestion prudente de la dette : Elle est essentielle pour réduire la vulnérabilité des pays aux crises financières car un pays qui supporte une dette extérieure trop lourde peut perdre la confiance des marchés financiers et subir les conséquences des perturbations financières. Pour protéger un pays des chocs externes, l'une des mesures préconisées est de ne pas accumuler un volume trop important d'emprunts à court terme par rapport aux réserves de change. Il est également recommandé au secteur privé de ne pas prendre des risques excessifs. Pour encourager le secteur privé à la prudence le gouvernement peut par exemple éliminer les garanties qu'il fournit aux emprunts des entreprises privées contractés à l'étranger ou resserrer la réglementation et le contrôle du secteur financier.
3. Développer la participation du secteur privé à la prévention et au règlement des crises revient en partie à amener les débiteurs et créanciers publics ou privés à collaborer pour gérer adéquatement les problèmes d'endettement qui peuvent survenir. Il est également mentionné que les prêteurs du secteur privé devront dorénavant assumer les conséquences de leurs prises de risques.

4. L'amélioration de la réglementation et la supervision du secteur financier :  
Si la réglementation et le contrôle de ce secteur (lieu principal où s'effectuent prêts et emprunts) sont insuffisantes le pays risque d'être d'autant plus vulnérable aux crises financières. Deux mesures ont été prises pour aider les pays à renforcer leur secteur financier à savoir la création du Forum sur la stabilité financière par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 en février 1999 et l'amélioration des activités de surveillance du secteur financier par le FMI et la Banque Mondiale. Ces mesures peuvent aider les pays à adopter un cadre réglementaire permettant de mieux gérer le risque. Certaines politiques peuvent notamment encourager la diversité et la liquidité des marchés de capitaux nationaux et ainsi éviter une contraction trop importante d'emprunts à l'étranger ce qui permet de réduire la vulnérabilité aux chocs externes.
  
5. La mise en œuvre de normes ou codes internationaux : Une information fiable, une réglementation claire ainsi que des politiques publiques ouvertes et transparentes sont indispensables afin de réduire les risques d'instabilité financière. De nombreux codes ou normes sont déjà en vigueur :
  - La norme spéciale de diffusion des données (FMI-1996)
  - Code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques (FMI)
  - Accord de Bâle sur les fonds propres (comité de Bâle sur le contrôle bancaire)
  - Principes de base d'un contrôle bancaire efficace, etc.

Aujourd'hui la diffusion de ces normes aux économies émergentes est l'une des préoccupations des pays membres.

L'objectif principal de ce nouveau forum de discussion est comme l'a déclaré Paul Martin : « *que la croissance soutenue de l'économie mondiale se traduise par de meilleures conditions de vie, des revenus plus élevés et une plus grande sécurité pour la population de tous les pays.* »

## **BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE**

- <http://www.g7.utoronto.ca>
- <http://www.g8.market2000.ca>
- <http://www.g77.org>
- <http://www.g20.org>
- <http://www.imf.org>
- <http://www.worldbank.org>
- <http://www.unctad.org>
- <http://www.fin.gc.ca>